

Règlement de la Consultation R.C.

Objet du marché : Maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation

Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie
législative du code de la commande publique
Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie
réglementaire du code de la commande publique

Accord-cadre de services

MAPA N°1-2025

DATE DE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

21 février 2025 à 17h30

Sommaire

1	Objet du marché.....	3
1.1	Nomenclature CPV :	3
1.2	Identification de l'organisme passant le marché	3
2	Conditions et description du marché	3
3	Procédure de mise en concurrence.....	3
3.1	Objet et forme de l'accord-cadre	3
4	Décomposition en lots	4
4.1	Durée du marché	5
4.2	Variantes.....	5
4.3	Délai de validité des offres	5
4.4	Modalités de paiement et de financement.....	5
4.5	Règles relatives aux groupements	5
4.6	Conditions particulières d'exécution.....	5
4.7	Modification de détail au dossier de consultation.....	5
5	Retrait des dossiers de consultation	6
5.1	Retrait du dossier.....	6
5.2	Contenu du dossier de la consultation	6
5.3	Renseignements d'ordre technique et/ou administratif.....	6
6	Conditions de remise des offres	6
6.1	Date et heure de remise des offres	6
7	Conditions de participation.....	10
8	Présentation des candidatures et des offres.....	10
8.1	Pièces à fournir à la candidature	10
8.2	Pièces à fournir pour l'offre :	11
9	Examen des candidats	11
10	Critères de jugement des offres.....	11
10.1	Critère N° 1 : Valeur technique de l'offre Coef : 60	12
10.2	Critère n° 2 : Prix (Coef : 40).....	12
11	Visite du site	12
12	Documents à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	13
13	Informations des candidats rejetés.....	14
14	Voies de recours	14

1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet les **prestations de maintenance préventive et corrective des installations de Chauffage, Ventilation, Climatisation, production d'eau chaude sanitaire et traitement des eaux de chauffage, eau glacée et eau chaude sanitaire.**

Pour les installations techniques, des locaux de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude, sur les sites de :

Carcassonne : 18 avenue des Berges de l'Aude – 11 000 Carcassonne.

Narbonne : 14 avenue des Pyrénées – 11 100 Narbonne.

Castelnaudary : 7 Boulevard Lapasset-11 400 Castelnaudary.

Lézignan Corbières : 28 chemin des romains – 11 200 Lézignan Corbières.

Les énergies actuellement utilisées sont :

- Le gaz naturel.
- L'énergie électrique.

1.1 Nomenclature CPV :

Type de Marché : Services d'entretien et de réparation.

Classification CPV 2008 (Vocabulaire Commun des Marchés) :

CLASSIFICATIONS PRINCIPALES
50720000 : SERVICES DE REPARATION ET D'ENTRETIEN DE CHAUFFAGE CENTRAL
50730000 : SERVICES DE REPARATION ET D'ENTRETIEN DE GROUPES DE REFRIGERATION

1.2 Identification de l'organisme passant le marché

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude

18 Avenue des Berges de l'Aude – 11872 CARCASSONNE cedex 9.

Il s'agit d'un organisme de droit privé soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 concernant les marchés passés par les organismes de sécurité sociale.

L'acheteur, désigné par « Pouvoir adjudicateur » est représenté par Madame Elise PALUS, Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude.

2 CONDITIONS ET DESCRIPTION DU MARCHÉ

3 PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE

La mise en concurrence est assurée dans le cadre d'une procédure de type : Procédure adaptée passée en application de l'article Article R2123-1 (modifié par le Décret n° 2021-357 du 30 mars 2021) portant partie législative du code de la commande publique, article R2131-12 créé par Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, portant partie réglementaire du code de la commande publique.

3.1 Objet et forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé sous la forme d'une procédure de mise en concurrence adaptée.

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R.2162-1 et suivants et R.2162-13 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, sans minimum et avec **un maximum annuel de 15 000 € HT**.

Conformément à l'article R2123-5 du Décret 2018-1075 du 03 décembre 2018, le Pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de négocier avec les 3 candidats ayant obtenu les meilleures notes à l'issue d'un premier classement, au vu des critères de jugement des offres, mais s'autorise également à attribuer le Marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Si le Pouvoir adjudicateur décide d'engager une négociation, elle fera l'objet d'un tour de négociation avec les trois candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères définis au présent règlement de consultation.

Cette négociation se déroulera par courrier, fax ou dans le cadre d'entretiens.

En cas transmission d'éléments de négociation par courrier ou fax, les invitations du Pouvoir adjudicateur préciseront le délai au terme duquel le silence gardé par le candidat équivaudra à un refus de sa part de négocier plus avant, auquel cas sa dernière proposition sera considérée comme définitive.

En cas de négociation par entretien, l'invitation comprendra tous les renseignements sur le déroulement de l'entretien et précisera les points qui seront évoqués

Les caractéristiques non négociables du Marché sont les suivantes : l'objet du Marché, les critères de sélection des candidatures et/ou des offres, l'abandon des garanties de bonne exécution du Marché (pénalités de retard, indemnités de résiliation).

La négociation peut porter sur tout autre élément du Marché tel que le prix, les délais d'exécution, l'organisation fonctionnelle...

En tout état de cause, la négociation ne doit jamais modifier substantiellement le cahier des charges de la consultation.

Après examen des réponses reçues le Pouvoir adjudicateur pourra décider :

- Soit d'attribuer le Marché au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, tous critères confondus,
- Soit en cas de propositions insatisfaisantes, d'organiser un autre tour de négociation en réduisant, le cas échéant le nombre de candidats admis à négocier et ce, jusqu'à ce qu'une offre soit satisfaisante,
- Soit de déclarer la procédure sans suite pour motifs d'intérêt général.

En application de l'article R2152-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

4 DECOMPOSITION EN LOTS

L'acheteur n'étant pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination du marché, et considérant le risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations, il décide, conformément l'article L2113-11 du code de la commande publique, de ne pas allouer le marché.

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

4.1 Durée du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une période d'un an à compter de la notification, renouvelable deux fois maximum par période d'un an, la durée maximum sera de trois ans. La reconduction à l'entreprise sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au plus tard le 30 du mois précédent la fin de l'échéance annuelle.

4.2 Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

4.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

4.4 Modalités de paiement et de financement

Le mode de règlement des prestations choisi par l'acheteur est le virement.

En vertu de l'article R.2192-10 du décret du 3 décembre 2018, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement (facture) par le pouvoir adjudicateur ou par l'organisme bénéficiaire ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par le pouvoir adjudicateur ou l'organisme bénéficiaire.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R.2191-45 et suivants du décret du 3 décembre 2018.

Le marché est financé par des fonds propres sur le budget de fonctionnement de l'organisme.

4.5 Règles relatives aux groupements

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque cotraitant ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Les candidats peuvent se présenter, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune forme pour la présentation de groupement d'entreprises.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des marchés (article R.2142-24 du décret du 3 décembre 2018).

4.6 Conditions particulières d'exécution

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social conformément à l'article L. 2112-2 du Code de la Commande publique, comme indiqué dans le C.C.A.P. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Le titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

4.7 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur le dossier modifié sans pouvoir élever la moindre réclamation sur le sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION

5.1 Retrait du dossier

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence CAF de L'Aude – numéro de procédure : 1-2025.

Depuis le 1er janvier 2010 et conformément à l'Arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Les candidats sont cependant invités à fournir une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications éventuelles apportées au dossier de consultation de l'acheteur. A défaut, les candidats doivent consulter quotidiennement la plateforme PLACE afin de se tenir informés.

L'adresse électronique communiquée par le candidat correspondant à une boîte aux lettres fonctionnelle valide et partagée est celle utilisée pour tous les échanges avec les candidats.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la Caf de l'Aude. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la CAF de l'Aude est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la CAF de l'Aude.

Les candidats sont invités à indiquer le nom de la personne physique chargée de leur téléchargement ainsi qu'une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications et les précisions apportées.

5.2 Contenu du dossier de la consultation

- le présent règlement de la consultation (RC)
- l'attestation de visite,
- l'acte d'engagement,
- le cadre de réponse technique,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Le CCAG n'est pas communiqué mais réputé connu des candidats.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales, tarifs, documentation) contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du marché est réputée non écrite.

5.3 Renseignements d'ordre technique et/ou administratif

Toute demande de renseignements sur le dossier de consultation doit faire l'objet d'une demande écrite, **en utilisant le site la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr)**

Les candidats adressent leur demande dix (10) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

6 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

6.1 Date et heure de remise des offres

La date limite de remise des offres est le 21 février 2025 à 17h30

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les offres reçues au-delà de la date limite ne seront pas retenues.

Pour les offres qui ne respecteront pas les modalités formelles, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser.

Il est rappelé aux candidats que **seule la date de réception des plis est retenue.**

Seul le Dépôt des offres par voie électronique est régulier.

☒ **Adresse électronique de la plate-forme "PLACE" : www.marches-publics.gouv.fr.**

Tout dépôt sur un autre site ou adresse électronique est nul et non avenu.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable des dommages, troubles, etc. directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site **www.marches-publics.gouv.fr**.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

☒ **Pré-requis technique**

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la plateforme "PLACE" à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

En cas d'allotissement, chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique. Il est toutefois possible de faire un dépôt électronique unique pour plusieurs lots à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de "PLACE" plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État "PLACE" notamment, nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

☒ **Formats des documents électroniques**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixée par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les dossiers qui parviendraient après la date et/ou l'heure limite(s) fixées ou ne respectant pas les modalités de présentation indiquées au présent règlement de la consultation ne seront pas retenus. La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

☒ **Copie de sauvegarde**

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, modifié par l'arrêté du 14 avril 2023, les candidats qui transmettent leurs documents par voie électronique, ont la faculté de remettre dans les délais impartis une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention « **copie de sauvegarde** » et indiquer le nom du candidat. Ce pli doit comporter sur l'enveloppe les mentions définies ci-dessous.

Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue dans le délai de remise des offres ou n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans le délai de remise des offres.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support choisi est électronique, la signature est électronique. Dans ce dernier cas, la signature électronique est apposée sur tous les documents électroniques pour lesquels une signature est exigée.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le Pouvoir Adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, sera détruit.

Si la candidature transmise par voie électronique est rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Pouvoir Adjudicateur, sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

Si la transmission électronique est accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

Les plis contenant la copie de sauvegarde sont :

- Soit envoyés par tout moyen permettant d'avoir une date de réception certaine.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant une enveloppe intérieure également cachetée.

Ce pli doit porter les mentions suivantes :

Madame LA DIRECTRICE
CAF de l'AUDE – 18 avenue des Berges de l'AUDE – 11 872 CARCASSONNE cedex 9
NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER - COPIE DE SAUVEGARDE
MAPA N °1-2025

- Soit déposés à l'accueil de la Caisse d'Allocations familiales de L'AUDE (adresse ci-dessus) contre récépissé, de 9H00 à 12H00 et de 14H00 à 16H00 du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Un récépissé mentionnant le nom de la société, la date et l'objet la procédure, sera délivré.

En aucun cas les copies de sauvegarde ne devront être déposées directement dans la boîte aux lettres de la Caisse, l'absence de récépissé ne permettant pas d'établir la date et l'heure du dépôt.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites ou remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas ouverts ni examinés.

✉ Signature électronique

La signature électronique de l'offre n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement (signature manuscrite). Le candidat peut toutefois choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il signera individuellement l'acte d'engagement (présent dans le dossier de consultation des entreprises) au moyen d'un certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature du représentant de l'entreprise.

La signature électronique doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

La signature est au format XAdES, PAdES ou CAdES.

Le niveau de sécurité du RGS exigé par le pouvoir adjudicateur est de ** ou *** étoiles.

Les documents qui doivent être signés, le sont au moyen d'un certificat de signature électronique.

Le certificat devra être valide à la date de dépôt des offres. Le certificat utilisé doit être valide à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer l'accord-cadre.

Conformément à la réglementation en vigueur :

- depuis le 18 mai 2013 : seuls les certificats RGS seront autorisés.

Une liste des certificats de signature électronique est disponible à l'adresse suivante :

Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats, tout comme les frais d'accès au réseau.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur l'existence d'un délai de quelques jours afin d'obtenir un certificat de signature électronique.

Les candidats sont donc invités à anticiper la demande de certificat auprès des organismes compétents au regard de la date limite de réception des offres.

Apposition de la signature électronique :

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le signataire utilise l'outil de signature de son choix pour apposer sa signature. Dans ce cas il en permet la vérification en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document et ce, gratuitement.

☒ Rematérialisation

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne disposerait pas de certificat de signature électronique au moment de la signature du marché, les candidats sont informés qu'il sera procédé à une re-matérialisation de cette offre par la signature de l'acte d'engagement sous forme papier.

Cette re-matérialisation consistera en la signature manuscrite par le prestataire et le représentant de l'acheteur du contrat, puis en la transmission par voie électronique du document papier signé scanné.

7 CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidats qui n'auront pas fourni les pièces demandées lors de la consultation seront écartés.

Il sera fait application des dispositions des articles R.2144-1 et suivants du décret du 3 décembre 2018, en ce qui concerne la vérification des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles des candidats.

8 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres sont entièrement rédigées en français ou sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Pour l'appréciation des candidatures, il est demandé de fournir, **par chaque candidat ou chaque membre d'un groupement**, les renseignements et formalités nécessaires suivantes pour l'évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières :

Les candidats auront à produire un dossier complet qui comportera les éléments suivants :

8.1 Pièces à fournir à la candidature

1. **L'imprimé DC1** complété, daté (ou lettre de candidature avec identification du candidat ou du mandataire : nom ou dénomination, adresse du siège social, adresse électronique, n° de téléphone, mail, numéro SIRET),
2. **Une déclaration sur l'honneur** (DUME ou DC1) pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
3. **Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat** signataire des documents (accompagné de justificatifs),
4. **L'imprimé DC2** complété, daté ou renseignements équivalents (notamment le chiffre d'affaires global réalisé au cours du dernier exercice disponible et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché ; pour les sociétés nouvellement créées, le candidat pourra fournir toutes indications concises et utiles permettant de juger de sa capacité financière à exécuter le marché),

5. **Les effectifs du candidat** (la situation la plus récente des effectifs) précisant le personnel d'encadrement,
6. **La liste des principales références** en lien avec l'objet du marché effectuées au cours des **trois dernières années**, indiquant le destinataire public ou privé ; ces références peuvent être accompagnées d'attestations de bonne exécution des prestations,

Les formulaires DC1, DC2 sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

8.2 Pièces à fournir pour l'offre :

- a) **Le cadre de réponse technique,**
- b) **Un mémoire technique,**
- c) **Plan de mesure et vérification à compléter,**
- d) **L'attestation de visite,**
- e) **L'acte d'engagement complété et signé.**
- f) **L'annexe 3 conditions générales d'achats visée.**

Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire.

Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer

9 EXAMEN DES CANDIDATS

Les critères de sélection des candidats sont :

- Le niveau d'expérience de l'entreprise au vu de ses références.
Candidats, pour des prestations similaires,
- Les capacités économique et financières de l'entreprise
à travers le chiffre d'affaires pour des prestations similaires.
- Capacités techniques et professionnelles de l'entreprise au vu des moyens techniques et humains.

Si au regard de ces critères, il s'avère que les candidats n'ont pas la capacité pour réaliser la prestation du marché, leur candidature pourra être rejetée.

10 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les offres, irrégulières, inacceptables ou inappropriées seront rejetées toutefois, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

le Pouvoir adjudicateur rejettera les offres anormalement basses.

Le Pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères et des pondérations énoncés ci-dessous :

- **La valeur technique (Coef. 60), avec trois sous-critères de 20%**
- **Le prix (Coef. 40).**

Chaque critère est pondéré selon un coefficient de pondération. La note de chaque critère est déterminée par le rapport « note x Coefficient ». Le total des notes de tous les critères permettra de désigner l'offre la mieux-disante.

Tout élément non correctement renseigné sera considéré comme nul lors de la notation.

10.1 Critère N° 1 : Valeur technique de l'offre Coef : 60

Les candidats remettront un mémoire technique décrivant les méthodes de travail qui seront utilisées lors de la réalisation des prestations demandées.

L'analyse et le jugement du critère « Valeur technique » seront réalisés sur la base de ce mémoire.

Ce mémoire technique devra obligatoirement comporter :

1. Sous-critère 1 (20%)
 - Le planning prévisionnel détaillé des interventions de maintenances préventives et réglementaires,
 - Le volume horaire prévisionnel des interventions.
2. Sous-critère 2 (20%)
 - Le curriculum vitae des membres de l'équipe affectée au marché, moyens humains et matériels prévus,
 - Les références de marchés de maintenance similaires.
3. Sous-critère 3 (20%)
 - Organisation de la maintenance, description de la méthode et tous documents permettant de juger du niveau d'analyse que le souscripteur pourra proposer dans le cadre de la réalisation de la mission,
 - Les modalités de suivi de maintenance indiquées dans le CRT.

La note sera fixée en appliquant cette grille au coefficient correspondant.

Niveau de la note coefficient	Evaluation
0,00	Inacceptable ou non conforme
0,25	Acceptable avec réserves importantes
0,50	Contenu moyennement adapté
0,75	Contenu adapté
1,00	Contenu pertinent et détaillé

Par ailleurs, les candidats sont invités à joindre tous autres documents qu'ils estiment de nature à faire ressortir leurs aptitudes particulières à l'exécution du marché.

10.2 Critère n°2 : Prix (Coef : 40)

La note de ce critère sera obtenue par l'application de la formule ci-dessous à l'offre globale de prix telle qu'indiquée par le candidat.

Note = 40 points affectés au critère X (prix le plus bas* / prix proposé par le candidat)

** De l'offre jugée recevable, les offres anormalement basses devant être écartées.*

La note maximale étant attribuée au candidat qui propose le prix TTC le plus bas.

11 VISITE DU SITE

La visite du site est obligatoire. Il est rappelé aux candidats que l'attestation de visite est une des pièces constitutives de l'offre. A ce titre, l'absence de visite rendra l'offre du candidat irrégulière.

La visite obligatoire est prévue le 12/02/2025 le matin à 9h00 pour les locaux de Castelnaudary et 14h00 pour ceux de Carcassonne, le 14/02/2025 à 9h00 pour les locaux de Lézignan-Corbières et à 10h30 pour ceux de Narbonne.

Une seconde visite sera proposée exceptionnellement.

Dans tous les cas, les candidats doivent impérativement prendre RDV :

- Par mail : **AGP@caf11.caf.fr**
- Par téléphone auprès de :
Mr Emmanuel DA SILVA au : **06 11 66 75 43** pour Carcassonne et Castelnaudary.
Mr Frédéric FONTENOY au : **06 24 31 45 13** pour Narbonne et Lézignan.

Une attestation de visite signée par le représentant du Maître d'ouvrage sera remise à la fin de la visite.
« A ce titre, l'absence de visite rendra l'offre du candidat irrégulière » sauf si ce dernier justifie de sa connaissance des locaux par ailleurs.

12 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

Le candidat dispose d'un délai de 8 jours ouvrés incluant la date d'envoi de la demande envoyée par la plateforme **PLACE** et la date limite de remise des documents pour fournir

1. L'Acte d'engagement dûment signé par une personne habilitée et conforme à l'offre remise,
2. Les documents prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du décret du 3 décembre 2018, soit :
 - Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
 - Une attestation sur l'honneur comme quoi le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir.
 - Lorsque l'immatriculation du candidat au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D8222-5 du nouveau Code du travail :
 - a) Le numéro unique d'identification SIREN pour vérification auprès de l'annuaire des entreprises.
 - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou
 - c) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
 - la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail pris en application de l'article L8254-1. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance,
 - la copie du jugement en cas de redressement judiciaire.

Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger produira une déclaration sous serment ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée. Dans ce cas le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que l'accord-cadre lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément à l'article R.2144-7 du décret du 3 décembre 2018.

13 INFORMATIONS DES CANDIDATS REJETES

Le pouvoir adjudicateur, dès qu'il a fait son choix sur les candidatures ou sur les offres, avise tous les candidats du rejet de leur candidature ou de leur offre, en indiquant les motifs de ce rejet.

14 VOIES DE RECOURS

Si le candidat estime que le pouvoir adjudicateur a manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir, peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes :

- introduction d'un référé précontractuel à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature de l'accord-cadre ;

- introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution

Auprès du Tribunal spécialisé suivant (en application du décret n° 2009-1455 du 27 novembre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique) :

Le tribunal judiciaire de Marseille

6 Rue Joseph Autran, 13006 Marseille